

« On est en train de perdre la bataille. On le sait. » En ouvrant le One Planet Summit le 12 décembre dernier, Emmanuel MACRON a dit tout haut ce que beaucoup craignent tout bas.

2015, 2016 et 2017 ont été les 3 années les plus chaudes depuis qu'on mesure la température du globe. Et les sociétés d'assurance affirment que **le nombre d'évènements climatiques extraordinaires a déjà été multiplié par 4 en trente ans.**

Dans son dernier rapport, publié avant la COP 23, l'ONU dénonce « **un écart catastrophique** » entre les engagements pris par les Etats et ce qu'il faudrait réellement faire pour limiter le réchauffement à 1,5 °C.

C'est pour répondre à cette urgence que 150 personnalités issues de 12 pays viennent de lancer un Appel pour un Pacte européen qui financerait un Plan très ambitieux de transition énergétique en Europe, en Afrique et dans tout le pourtour de la Méditerranée¹.

Parmi les 150 premiers signataires

Jean Jouzel climatologue ; Pierre Larrouturou économiste ; Philippe Maystadt Ministre d'Etat belge Président honoraire de la BEI Banque Européenne d'Investissement ; Romano Prodi ancien Président de la Commission européenne ; Enrico Letta ancien Président du Conseil italien ; Pascal Lamy ancien Directeur général de l'OMC ; Miguel Angel Moratinos ancien Ministre des affaires étrangères espagnol ; Jean-Pierre Raffarin ; Jean-Marc Ayrault ; les maires de Madrid, Paris, Lille, Grenoble ... ; Mgr Bruno-Marie Duffé secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral au Vatican ; Dany Cohn-Bendit ; Laurence Parisot ancienne Présidente du Medef ; Laurent Berger Secrétaire général de la CFDT ; Sylvie Rocard ; Angelica Schwall-Düren ancienne vice-présidente du groupe SPD au Bundestag ; Daniel Lebègue ancien Directeur du Trésor ; Benoît de Ruffray PDG d'Eiffage ; Erik Orsenna écrivain et académicien ; les députés Barbara Pompili Présidente de la commission du développement durable à l'Assemblée nationale, Matthieu Orphelin (Maine et Loire), Gaël Le Bohec (Ille-et-Vilaine), Delphine Batho (Deux-Sèvres), Co-Président du groupe Energie à l'Assemblée nationale, les sénateurs Bernard Delcros (Cantal), Joël Labbé (Morbihan), Ronan Dantec (Loir-Atlantique)... ; Arnaud Leroy Président de l'ADEME ; Rudy de Leeuw Président de la Confédération Européenne des Syndicats ; Michel Spiro ancien Président du CERN ; Vanik Berberian Président de l'Association des Maires Ruraux de France ; Elisabeth Ayrault PDG de CNR, Claudy Lebreton ancien président du conseil général des Côtes-d'Armor...

Les conseils municipaux de Quistinic et de Lanester sont les premiers en France à avoir pris à l'unanimité un vœu de soutien au pacte pour un traité européen de la finance et du climat.



1 *Le Monde* a consacré deux pages à cet Appel dans son édition du 9 décembre. *Le Soir* de Bruxelles aussi.

L'Europe s'est engagée à diviser par 4 ses émissions d'ici 2050. En Allemagne, le patronat de l'industrie affirme qu'il veut réussir la transition énergétique mais demande l'aide du gouvernement car il estime que le chantier va coûter 1.500 milliards d'ici 2050, **soit 50 milliards par an.**

BDI-Studie : Klimaschutz könnte 1500 Milliarden Euro kosten
welt.de 18 janv.2018

Berlin - Die Industrie befürchtet, dass die angestrebte Reduktion der Treibhausgas-Emissionen bis 2050 Kosten von mindestens 1500 Milliarden Euro verursachen könnte.

Dans un rapport récent, la Cour des Comptes européenne affirme que, si l'on veut gagner la bataille, **il faut investir chaque année 1.115 milliards d'euros.** Comment financer ce chantier colossal ? Certes, ces investissements seront tous rentables à terme, mais comment « amorcer la pompe » ? L'Appel que nous avons lancé propose d'**innover dans deux domaines :**

1. Mettre la création monétaire au service du climat.

Depuis avril 2015, la BCE a créé 2.500 milliards d'euros et les a mis à disposition des banques commerciales mais seulement 11 % de ces liquidités sont allées dans l'économie. L'essentiel est parti à la spéculation...

Tous les mois, les marchés financiers battent de nouveaux records et le FMI ne cesse de nous mettre en garde sur le risque d'une nouvelle crise « plus grave et plus générale que celle de 2008.»

Notre proposition : **pour éviter une nouvelle crise financière, il nous semble urgent de flécher la création monétaire pour qu'elle aille vers « l'économie réelle » et finance, dans tous les Etats membres, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.**

Les Echos



Les Echos

Le FMI redoute une nouvelle crise mondiale

Il est inutile de modifier les statuts de la BCE : dans sa postface au livre de Jean JOUZEL et Pierre LARROUTUROU, le Président honoraire de la BEI, Philippe MAYSTADT, explique qu'il « suffit » de décider que la BEI, la Banque Européenne d'Investissement, devient la Banque du Développement durable et qu'elle est chargée de fournir aux Etats membres des financements à taux 0 qui seront intégralement utilisés pour la transition énergétique.

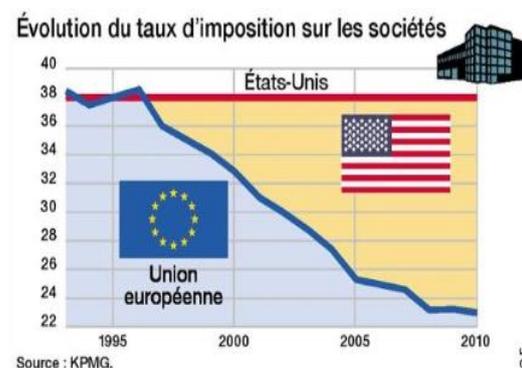
Même si la BCE décide bientôt de stopper le Quantitative Easing, si l'Europe donne à la BEI quelques fonds propres supplémentaires, chaque Etat peut avoir un « droit de tirage » annuel correspondant à 2 % de son PIB : la France disposerait chaque année de 45 milliards à taux 0 pour financer la transition énergétique. L'Allemagne de 60 milliards pour ses investissements...

2. Lutter contre le dumping fiscal européen, en créant une Contribution Climat de 5 %.

Emmanuel MACRON souhaite doter l'Europe d'un vrai budget de « plusieurs centaines de milliards ». Rien que pour le Climat, il nous semble fondamental de dégager un budget de 100 milliards par an.

Comment trouver de telles ressources sans augmenter les taxes sur les personnes (TVA ou impôt sur le revenu) ni le coût du travail ? La meilleure façon de faire est sans doute de lutter contre la concurrence fiscale intra-européenne.

En quarante ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices a été



divisé par 2 en Europe : il est aujourd'hui proche de 19 % alors que, aux USA, le taux de l'impôt sur les bénéficiaires était stable, depuis ROOSEVELT, à 38 %. La réforme fiscale portée par Donald TRUMP l'a fait tomber à 24 %².

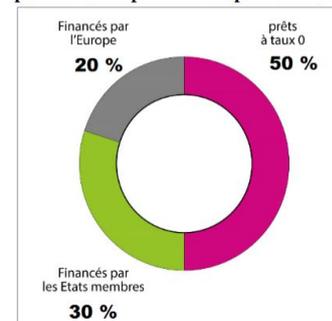
Notre proposition : créer un impôt européen sur les bénéficiaires, de l'ordre de 5 %. Il dégagerait chaque année quelques 100 milliards d'euros.

Avec un budget Climat de 100 milliards chaque année (en plus des prêts à taux 0 assurés par la BEI), l'Europe pourrait investir massivement dans la recherche (sur le stockage de l'énergie, les transports ou une nouvelle génération d'ordinateurs, plus sobres en électricité,...), **augmenter très nettement l'aide aux pays d'Afrique et du pourtour méditerranéen** et financer une partie du chantier sur le territoire européen.

Si l'Europe se dote enfin d'un vrai budget Climat, on pourra investir beaucoup plus dans la transition énergétique. Dans de nombreux domaines, la collectivité (Europe + Etats membres) pourra payer la moitié de la facture des chantiers nécessaires pour diviser par 4 notre production de gaz à effet de serre. Le reste de la facture étant couvert par des prêts à taux 0 qui seront remboursés en 10, 15 ou 20 ans grâce aux économies d'énergie.

Et si la facture est divisée par deux, pour les entreprises comme pour les collectivités locales et les particuliers, on peut évidemment accélérer nettement les transitions en cours et même, après débat public, rendre obligatoires certaines évolutions (« d'ici 20 ans, tous les bâtiments publics et privés doivent être isolés »).

Une facture divisée par deux pour les entreprises et les particuliers



Jusqu'à 900.000 créations d'emplois en France. Entre 5 et 6 millions en Europe.

Si l'Europe décide de prendre le taureau par les cornes pour lutter contre le dérèglement climatique, l'effet sur l'emploi sera très important sur tous nos territoires. « Jusqu'à 900.000 créations nettes d'emplois en France » selon la dernière étude de l'ADEME, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Entre 5 et 6 millions d'emplois créés dans toute l'Europe.

Alors que le FMI s'inquiète d'une prochaine crise financière, créer massivement des emplois utiles et non-délocalisables est sans doute la meilleure façon de relancer l'activité, d'inventer un nouveau modèle de prospérité, plus respectueux de la Planète et d'améliorer la résilience de nos sociétés.

* * * * *

« *L'économie mondiale est comme le Titanic. Elle accélère avant le choc, nous prévient le FMI³.* »
« *Il ne nous reste que quelques années pour agir* » affirment de leur côté les spécialistes du climat.

Pour éviter la double peine (une nouvelle crise financière, qui conduirait à une flambée du chômage et des populismes & le chaos climatique), il est urgent de dégonfler la spéculation et de donner de nouveaux moyens à la lutte contre le réchauffement climatique.

Voilà pourquoi, puisque Angela MERKEL, Emmanuel MACRON et un grand nombre de dirigeants européens souhaitent relancer l'Europe en la dotant de nouveaux traités, **les signataires de cet Appel demandent solennellement aux chefs d'Etat et de Gouvernement européens de négocier au plus vite un Pacte Finance-Climat, qui assurerait pendant 30 ans des financements à la hauteur des**

2 Total de l'impôt fédéral (tombé à 21 %) et des impôts des Etats fédérés.

3 Rapport sur la stabilité financière dans le monde, FMI, 11 octobre 2017

enjeux pour financer la transition énergétique sur le territoire européen et muscler très fortement notre partenariat avec l’Afrique et les pays du Sud.

A Bruxelles, le Comité Economique et Social Européen (CESE) a invité Jean JOUZEL et Pierre LARROUTUROU pour sa première séance plénière de l’année, le 17 janvier 2018, en présence du Commissaire européen chargé du Climat. Son Président s’est prononcé en faveur du Pacte et le CESE publiera avant l’été un Avis officiel, qui sera transmis à la Commission européenne.

A l’UNESCO, le 15 mars, nous avons organisé un débat inédit par la diversité de celles et ceux qui voulaient s’engager avec nous : aussi bien des responsables du MEDEF que le Président des Syndicats européens, un porte-parole du Vatican et le patronat du bâtiment, la Maire Podemos de Madrid, la FNSEA et le Porte-parole des députés En Marche sur les questions d’environnement... Nous allons organiser bientôt des débats semblables à Berlin, Madrid et Bruxelles.

L’équipe qui porte ce projet a déjà été reçue à plusieurs reprises à l’Elysée et au Quai d’Orsay.

De même qu’Emmanuel MACRON a repris à son compte et porté à l’ONU le projet de Pacte mondial pour l’environnement porté par un think-tank français, **notre objectif est que, juste après la COP 24 qui se tiendra en Pologne, le Conseil des Chefs d’Etat et de gouvernement européens de décembre 2018 approuve ce Pacte Finance-Climat.**

* * * * *

Le 9 mai 1950, l’Europe a montré la voie quand la France et l’Allemagne ont décidé de mettre ensemble leurs réserves de charbon et d’acier. Cet acte révolutionnaire a été facteur de paix entre deux pays, qui se déchiraient depuis un siècle.

« *La Paix mondiale ne saurait être préservée sans des efforts créateurs à la hauteur des dangers qui la menacent* » affirmait Robert Schumann en annonçant la création de cette Union Charbon-Acier.

En 2018 aussi, la Paix mondiale ne saurait être préservée sans des efforts créateurs à la hauteur des dangers qui la menacent. Et le dérèglement climatique est une des plus grandes menaces qui pèsent sur la Prospérité et la Paix mondiales.

Un nouveau départ pour l’Europe.

Alors que 9 pays viennent de dire publiquement leur opposition aux projets de réforme de la Zone euro avancés par la France, il nous semble urgent que le Président de la République reprenne à son compte l’idée d’un Pacte européen pour le Climat, qui est sans doute le seul projet capable de rassembler un grand nombre d’états membres.

Les Pays-Bas sont opposés au projet de réforme de la Zone euro mais mettre le climat au centre des débats pourrait tout changer car la question de la transition énergétique est en train de « monter » très fortement aux Pays-Bas comme ailleurs : « on doit isoler 2 millions de maisons d’ici 2030. Qui va payer ? demandait récemment un quotidien hollandais. Comment financer aussi les digues nécessaires pour faire face à la montée de l’océan ? »

Fin mars, les écologistes ont créé la surprise aux élections municipales en arrivant en tête à Amsterdam, Utrecht et 10 autres grandes villes. Comment les Pays-Bas pourraient-ils s’opposer à un Pacte européen qui les aide à financer la transition énergétique sur leur territoire ?

De même, en Allemagne, le Président de la Bundesbank, Jens WEIDMANN, est hostile au projet de réforme avancés par la France mais, dans une interview récente aux *Echos*, il explique qu’il faut « faire les choses dans le bon ordre : parler de partage des risques et de budget commun ne peut pas être un objectif en soi. Il faut discuter quelles responsabilités sont mieux servies au niveau européen qu’au niveau national... Il y a des domaines qui nous affectent tous, **comme la préservation de**

l'environnement ou la protection des frontières, qui peuvent exiger un transfert de compétences et un budget commun.» Comment Berlin pourrait financer les 50 milliards que demande le patronat de l'Industrie ? Comment financer la sortie du charbon ? Comme tous nos pays, l'Allemagne est incapable de financer toute seule sa transition énergétique et pourrait être très intéressée par un Pacte Européen. Et ce qui est vrai pour l'Allemagne et la France l'est pour tous les pays de la Communauté Européenne.

Le pacte pour un traité européen de la finance et du climat est lancé. Il a besoin de votre soutien personnel, de ceux de votre entreprise et de votre collectivité territoriale pour amener nos chefs d'états et de gouvernements européens, mais aussi la grande majorité des citoyens de l'Union pour voir le jour en 2019, signez l'appel !

Pour les collectivités territoriales, adoptez un vœu de soutien. Comme l'a dit Manuela CARMENA la maire de Madrid : « nous les collectivités sommes l'un des leviers essentiels à la réussite de ce projet ». Vous trouverez un exemple de texte de vœu proposé et celui d'une commune qui l'a adopté.

Vous trouverez toutes les informations complémentaires et vous pourrez signer l'appel sur le site : climat-2020.eu

